

Tony Estanguet, source d'inspiration pour le futur Premier ministre

À peine tournée la page des JO, la France anticipe déjà le retour à l'ordinaire après dix-sept jours exceptionnels. Comment bâtir sur ce formidable succès, comment capitaliser sur cet esprit de concorde, comment conserver cette énergie positive dans un pays fracturé ? Ces questions taraudent tous les responsables politiques et Emmanuel Macron au premier chef. En quête d'un

mouton à cinq pattes pour Matignon - susciter le respect ou, à tout le moins, un minimum de considération de la gauche, du centre et de la droite réunis -, le chef de l'Etat trouvera certainement en Tony Estanguet une source d'inspiration dans ses recherches.

Car si, en termes d'organisation, le patron des JO a su s'appuyer sur cet art bien français d'administrer et planifier,

de l'avis de tous, les clés de sa réussite sont aussi à chercher dans ses qualités de leader. L'audace d'abord. Si Paris 2024 a brisé les codes et marqué les esprits, c'est parce que son maître d'œuvre et ses équipes s'en sont tenus à cette volonté de « faire des choses qui n'avaient jamais été faites auparavant », comme il l'a déclaré le soir de la cérémonie d'ouverture. Et ce, envers et contre (presque) tous. Com-

bien de fois lui a-t-on répondu que c'était impossible, trop compliqué ? En cela, il mérite la médaille d'or de l'opiniâtreté et de persévérance. Fédérateur, il a su aussi l'être pour faire collaborer des élus aux vues opposées, grâce notamment à une bonne dose d'empathie.

Même si avec Emmanuel Macron, il faut toujours se méfier, cela ne fait pas pour autant de Tony Estanguet un can-

didat idéal pour le poste de Premier ministre. Sans doute pas assez politique et sûrement trop loin des luttes partisans. Une chose est sûre cependant : l'heureux élu devra réunir quelques-unes de ces compétences. Sinon, l'enfer de Matignon n'aura probablement jamais aussi bien porté son surnom.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

Après le succès des Jeux, la France risque de redescendre de son Olympe. Mais sur le long terme, notre pays gagnerait à faire durer des points positifs redécouverts pendant la quinzaine

Sécurité, transports, propreté

Ce qu'il faudrait garder des JO

Plus sûr, plus fluide, plus propre

Les Jeux olympiques se sont achevés dimanche. La délégation française a battu son record de médailles d'or (16, contre 15 à Atlanta en 1996) et se classe cinquième du classement des nations les plus récompensées. Avec 64 breloques au total, elle bat là aussi le précédent record qui datait des JO de Pékin (43).

Emmanuelle Ducros et Jon Elizalde

C'EST UNE PARENTHÈSE ENCHANTÉE que l'on voudrait voir durer, encore et encore. Malgré les inquiétudes - justifiées -, les Jeux olympiques de Paris 2024 se sont déroulés comme dans un rêve. Un succès sportif d'abord, puisque les Français ont battu leur record de médailles - le fruit d'un investissement public sans précédent, mais aussi du « home advantage », un gain dont bénéficie traditionnellement le pays organisateur.

Mais la réussite des Jeux a dépassé largement le cadre du sport. Pendant deux semaines, et avant que les para-

lympiques viennent confirmer ou infirmer ce constat à partir du 28 août, le pays s'est retrouvé métamorphosé. Il en a été de même pour ses habitants, fiers et heureux l'espace d'une quinzaine olympique. Les transports ont fonctionné, la sécurité a été assurée, les Français se sont même mis à s'aimer. Une bulle d'air bienvenue après les tourments nés de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron le 9 juin. La France a même appris à réaliser de grands chantiers, en particulier le village olympique, dans



SIPA PRESS

La forte présence des **forces de l'ordre** dans la capitale pour Paris 2024 est impossible à tenir sur la durée. Mais l'entourage de Gérald Darmanin l'assure, il y aura bien un « héritage » des Jeux en matière de sécurité.

les temps et dans les budgets impartis en tordant un peu le bras de l'administration par des lois d'exception.

Arrive alors la peur de la gueule de bois, la crainte que reviennent les vieux démons franco-français, que le carrosse ne redevienne citrouille, déjà. Et si, soyons fous, on prolongeait un peu la parenthèse enchantée ?

SÉCURITÉ : UNE CAPITALE SOUDAIN APAISÉE
On aura tout dit, tout imaginé sur les risques encourus par la mise sur pied d'une cérémonie d'ouverture en extérieur et, plus globalement, sur l'immense défi de sécurité que représente l'organisation du plus grand événement sportif au monde. Surtout dans

un contexte international aussi tendu. Attentats, raid de 300 drones, attaque cyber massive... Tout, et surtout le pire, a été envisagé. L'Etat, conscient de l'enjeu, a mis le paquet, en mobilisant quotidiennement 35 000 policiers et gendarmes (ainsi que 15 000 militaires) pour sécuriser la capitale.

●●● Page 2

La remontada de Kamala Harris dans les Etats pivots

Inversion de courbe

LE NEW YORK TIMES a longtemps donné des sueurs froides au camp démocrate, en publiant régulièrement des sondages sur les Etats pivots pour l'élection présidentielle. Au temps pas si lointain de la campagne de Joe Biden, les mauvaises nouvelles s'accumulaient les unes après les autres. Puis ce week-end, le journal américain, en collaboration avec le Siena College, a offert l'inimaginable aux démocrates : de bons chiffres dans la perspective de l'élection de novembre dans trois swing states.

Emmanuel Macron et le syndrome de Shéhérazade

Le chef de l'Etat utilise les moments collectifs pour réveiller la fierté française et éviter que son mandat ne palisse avant l'heure **Page 3**

Depuis l'entrée en lice de Kamala Harris, 50% des électeurs probables du Wisconsin, du Michigan et de la Pennsylvanie se disent prêts à voter pour elle, soit quatre points de plus que Donald Trump.

Si l'élection avait lieu aujourd'hui, la vice-présidente remporterait ainsi leurs 44 grands électeurs, soit 16% du seuil nécessaire pour conquérir la Maison Blanche. Dans son sondage de mai, Joe

Biden était à la traîne de sept points dans le Michigan, trois en Pennsylvanie et deux dans le Wisconsin.

Ces nouvelles enquêtes d'opinion indiquent non seulement que Kamala Harris, en prenant la place de Joe Biden, a gommé l'écart avec Donald Trump, mais que sa stratégie de cibler l'électorat « colbleu » de ces Etats commence à porter ses fruits. Le sondage a en effet été mené la semaine où la candidate et son nouveau colistier, Tim Walz, y ont organisé leurs premiers déplacements. Des visites qui ont eu un effet positif sur sa popularité. Elle recueille 48% d'avis favorables

et une majorité des sondés la considèrent intelligente (65%) et honnête (52%).

Tim Walz est également mieux placé que son rival J.D. Vance, qui est vu négativement par 46% d'entre eux. Une mauvaise nouvelle pour Trump qui l'a pourtant choisi comme colistier afin de consolider son avance dans ces Etats ouvriers.

D'autres Etats pivots sont encore à conquérir, comme la Géorgie, le Nevada et l'Arizona. La Caroline du Nord, elle, penche de plus en plus pour Trump, qui a prévu de s'y rendre mercredi.

Lola Ovarlez
@lolaovarlez

Nos séries d'été 2024



SIPA PRESS

Rail-Politik.
Trains : rentabilité et concurrence, ça déraile
Résonances.
Le choix du mode de scrutin, toujours une affaire de calcul
Histoire des punchlines libérales.
Benjamin Constant, le bonheur et l'Etat
Mots de France.
Ambiguïté stratégique
Pages 7 et 8

Gaz, pétrole : l'ombre de la géopolitique grandit

Occupée par l'Ukraine, la ville de Soudja est un point stratégique de transit vers l'Europe. Le stress est monté d'un cran **Page 4**

La percée en Russie, puissance nucléaire, première dangereuse

L'incursion ukrainienne dans la région de Koursk est inédite dans l'histoire sur le sol d'un pays doté de l'arme atomique **Page 4**

Sécurité, transports, propreté : ce qu'il faudrait garder des JO

|| | **Suite de la page 1**

Résultat, du bleu partout, à chaque coin de rue. Et des quartiers soudain apaisés, des parcs que se réapproprient les habitants en soirée, un Stade de France sans canailles rodant autour, un métro débarrassé de ses pickpockets, et ces images virales de forces de l'ordre fraternisant avec touristes et athlètes. Et le Francilien se prend à rêver : et si cela continuait ?

Un chiffre a circulé ces derniers jours : pour maintenir le niveau actuel de mobilisation, il faudrait recruter 100 000 membres de forces de l'ordre supplémentaires. Mais ce chiffre est fantaisiste, assure-t-on au ministère de l'Intérieur, qui rappelle que le dispositif exceptionnel ne s'explique précisément que par le caractère exceptionnel de l'événement, et ne peut donc perdurer au-delà de l'état. « Aucun pays au monde ne peut fonctionner ainsi sur le long terme », fait-on remarquer du côté de Beauvau.

Car pour atteindre un tel niveau de mobilisation, il a fallu appliquer la politique du « zéro congé » - moyennant une prime de 1900 euros maximum par agent. Evidemment intenable sur la durée.

Mais l'entourage de Gérard Darmanin l'assure, il y aura bien un « héritage » des Jeux en matière de sécurité. « Avec les JO en ligne de mire, 10 000 postes de forces de l'ordre (policiers et gendarmes) ont été créés pendant le premier quinquennat, 8 500 pendant le deuxième. Un effort sans précédent puisqu'on était plutôt sur une tendance à la baisse jusque-là. »

De même, la vidéosurveillance algorithmique mise en place jusqu'en mars 2025 grâce à la « loi JO » votée en mai 2023 fera l'objet d'un « retex » (retour d'expérience) pour décider de poursuivre, ou non, l'utilisation de ces caméras « augmentées ». En outre, 234 brigades de gendarmerie ont été créées. « Tous ces moyens humains, technologiques, logistiques sont là, et ne disparaîtront pas après les Jeux, affirme le ministère de l'Intérieur. Un héritage qui profitera à Paris, à la Seine-Saint-Denis mais aussi à l'ensemble du territoire. »

Quant à la sécurité privée, un secteur en forte tension, elle a bénéficié d'un sacré coup de pouce grâce aux JO - et en particulier grâce à la mobilisation de 122 agences de France Travail et un investissement de l'Etat de 68 millions d'euros. 25 000 personnes ont pu être formées, 20 000 embauchées pendant l'événement. Des néo-agents qui ne disparaîtront pas non plus après les Jeux et contribueront à l'amélioration globale de la sécurité en Ile-de-France.

TRANSPORTS : PROGRÈS À CONFIRMER

Des chiffres de ponctualité et d'efficacité hors du commun (94,5% pour les RER, 96,5% pour le métro), de l'espace dans les rames, des flux bien maîtrisés, pas de bousculade, pas de pannes... Pour les Franciliens habitués aux galères quotidiennes dans les transports, une épiphanie. Ils ont été 3,5 millions à rester pendant les jeux et à découvrir, ébahis, que l'enfer sur rails n'est pas une fatalité. « Tout ne pourra pas durer, mais les transports iront incontestablement mieux après les JO », explique Christophe Fanichet, le directeur général de SNCF Voyageurs.

Comme dans Paris, la sécurité s'est améliorée. En partie parce que les effectifs au sol ont profité aux transports, mais aussi, parce que des équipes supplémentaires ont été affectées

La ville a mis... quatre équipes supplémentaires sur les rangs. Suffisait-il donc de cela pour que Paris ne soit pas une poubelle à ciel ouvert, même si certains estiment que le coup de collier a surtout été mis sur les quartiers vitrines ?

au réseau. « Nous avons trouvé un accord pour revenir aux effectifs antérieurs à François Hollande, qui avait supprimé 450 postes de policier », explique Valérie Pécresse, la patronne d'Ile-de-France Mobilités. Soit 1 350 agents. Reste, selon Valérie Pécresse, à pérenniser des tests nés de la « Loi JO » : les caméras piéton pour les contrôleurs, la surveillance assistée par IA. « Il paraît urgent que les députés s'en saisissent. C'est un succès, mais ça s'arrête le 1^{er} octobre. »



SIPA PRESS

Le prolongement de la ligne 14 du métro jusqu'à **Saint-Denis-Pleyel**, à proximité du Stade de France, va délester la ligne 13, un point noir des transports parisiens.

Ce qui restera, ce sont d'abord des infrastructures supplémentaires. « Ce ne sont pas des créations spécifiques aux JO, mais elles ont permis que le calendrier soit accéléré et tenu », explique Arnaud Aymé, analyste spécialiste des transports chez Sia Partners. Le prolongement de la ligne 14 vers le nord jusqu'au nouveau carrefour de Saint-Denis Pleyel va délester la ligne 13, un point noir des transports parisiens, et rendre l'accès à Orly, au sud, plus simple. Même bouffée d'oxygène avec le prolongement de la ligne 11, du RER E.

Quant aux renforts de personnels pour les JO, ils étaient temporaires - comme l'absentéisme réduit à zéro à la RATP, où il est d'ordinaire considérable. On retombera vite dans la routine, à ceci près que les JO ont donné le coup de fouet pour régler la pénurie de conducteurs. On n'en manque plus.

« C'est dans les process qu'on a fait beaucoup de progrès pérennes, explique Ile-de-France Mobilités. Dans la communication entre les opérateurs, RATP, SNCF, Keolis, et dans l'information des voyageurs. On ne reviendra pas en arrière. Des progrès permanents ont été aussi effectués dans la gestion des colis abandonnés. Même chose pour la gestion des voyageurs malades ou des intrusions sur les voies. On a revu les règles, qui étaient très rigides. Il y a eu des incidents pendant les JO, mais cela a été transparent pour les voyageurs. » La preuve que la révision des normes est possible... Et efficace.

En fait, les JO auront permis l'implantation à marche forcée d'innovations : des plans de transports alternatifs plus agiles, plus rapides (grâce à de nouveaux algorithmes), des tablettes qui permettent aux agents de la RATP et de la SNCF de traduire pour les touristes étrangers... « Nous avons aussi maintenant 240 gares de RER accessibles aux personnes à mobilité réduite, dit Valérie Pécresse. Il va falloir passer au métro, mais ça va coûter des milliards... »

PROPRETÉ DE PARIS : C'ÉTAIT DONC POSSIBLE

Les Franciliens ont aussi eu le sentiment de redécouvrir un réseau de transports pimpant... « Il y a eu moins d'incivilités, mais nous avons eu un haut degré d'exigence pour la propreté, se félicite Valérie Pécresse. On va continuer. » Celle-ci a promis « de bonnes nouvelles de ce côté-là, annoncées bientôt avec Jean Castex, parce qu'il faut bien en garder un peu pour la rentrée. »

Quant à Paris en elle-même, les habitants ont vu leur ville, globalement, comme ils ne l'avaient plus vue depuis des années. Poubelles vidées, rues lavées, déchets volants ramassés... C'était donc possible, alors que, depuis des années, les Parisiens qui s'offusquaient de la saleté de la capitale étaient dénigrés par la mairie ? « Sur la propreté, on avait rehaussé bien avant les Jeux notre dispositif de sécurité (...) c'est mieux parce que maintenant ça se voit (sic), le discours destructeur ne correspond pas à la réalité, mais il va falloir faire durer ce moment-là », a tenté d'expliquer Anne Hidalgo. La ville a mis... quatre équipes supplémentaires sur les rangs. Suffisait-il donc de cela pour que Paris ne soit pas une poubelle à ciel ouvert, même si certains estiment que le coup de collier a surtout été mis sur les quartiers vitrines ? Cela devrait pouvoir perdurer si les agents de propreté de la municipalité, qui rechignent, avec l'aval des élus, à travailler 35 heures au lieu de 32 heures, cessent de bénéficier d'un passe-droit.

@emma_ducros ✕
@Jon_Elizalde ✕

Des Français fiers et heureux... pour combien de temps ?

JUSQU'À LEUR DÉMARRAGE, les JO inspiraient à nombre de Français, en particulier Franciliens, au mieux un vague désintérêt, au pire scepticisme et angoisse. Mais voilà que ceux-ci se sont soudainement pris d'amour pour l'événement, bien aidés en cela par les médailles glanées par les Bleus, et l'ont plébiscité. En actualisant frénétiquement le site de vente officiel de tickets dans l'espoir de trouver de précieux sésames ; en offrant à France Télévisions des cartons d'audience, à commencer par la cérémonie d'ouverture qui a rassemblé plus de 23 millions de téléspectateurs ; en se rendant dans des proportions inattendues dans les 43 fanzones d'Ile-de-France. Jeudi, on dénombrait déjà 2,4 millions de personnes s'étant rendues dans l'un de ces « sites de célébration » et notamment au premier d'entre eux : le Club France à la Villette. Les organisateurs avaient promis des Jeux « populaires ». D'une certaine façon, ils l'ont effectivement été.

Et chacun aura noté cette ambiance, légère et détendue après des mois de crispations, mais aussi cette fierté. Fierté de montrer aux yeux du monde la beauté de la capitale mais aussi un pays finalement capable d'organiser sans encombre un événement d'une telle ampleur.

Mais est-ce juste une illusion, un effet d'optique, avant que la France retrouve ses divisions et querelles ?

« **Etat d'esprit collectif** ». Interrogé par l'Opinion, le préfet de la région Ile-de-France Marc Guillaume estime que « cela doit tous nous amener à réfléchir individuellement et collectivement. Nous sommes le peuple le plus pessimiste d'Europe. Bien sûr qu'il y a des problèmes, mais peut-on arrêter de se dire qu'on est malheureux, de ne regarder que les mauvaises nouvelles ? C'est un état d'esprit collectif. »

Le sociologue Jean Viard n'avait pas vu les Français aussi fiers depuis 1998 et l'organisation de la Coupe du monde de football. « On a élevé le sentiment national par l'ensemble de la manifestation grâce aux dizaines de milliers de per-

sonnes qui y ont collaboré. Et on a fait ce qu'on avait dit, dans les temps et les budgets... Donc, les Français en sont capables ! » Et puis, observe l'auteur d'*Un juste regard*, « cela remonte le génie

« Nous resterons des ronchons, des Gaulois. Mais il est impossible que l'on sorte inchangés d'un tel événement »

français : patrimoine, artistes vivants, jeunes sportifs talentueux et galvanisés de toutes origines... C'est une certaine idée de la France. »

Comment la prolonger ? Cela pourrait passer notamment... par l'urbanisme. Jean Viard propose de rebaptiser certaines rues du nom de grands champions français des Jeux olympiques 2024 pour « marquer les JO dans le corps charnel de la patrie ». « C'est l'événement du siècle, justifie-t-il. Du même niveau que l'Exposition universelle de 1900. »

Mais pour le sociologue, la couleur que prendra la période post-JO dépendra d'abord et surtout des hommes politiques. « Seront-ils à la hauteur de l'événement ? Il serait temps d'arrêter de faire les cons : les écarts de projets ne sont pas si éloignés, hors LFI et RN. Il y a des concessions possibles. Les politiques parviendront-ils à se dire « On doit être au niveau des Jeux olympiques », à réaliser qu'ils sont sur une scène mondialisée par les JO et d'une exigence incroyable ? On le saura très bientôt. » Quoiqu'il en soit, « le succès de cette épopée se fera par l'après-vente, au lendemain des JO, si la classe politique sait s'entendre, par exemple sur dix sujets - smic, etc. »

Tout reste donc à construire. Bien sûr, « nous resterons des ronchons, des Gaulois », sourit Marc Guillaume. « Mais il est impossible que l'on sorte inchangés d'un tel événement. »

J.E.

Choix publics Ce que les Jeux nous disent de la réforme en France

La chronique de Erwan Le Noan



SAUDRINE ROUBEX

Les épreuves des Jeux olympiques se sont achevées. Celles des Paralympiques vont commencer. Le 15 août, période de léthargie ensoleillée observée de façon quasi-religieuse en France, sera bientôt passé. Inévitablement, la période de la rentrée, politique puis scolaire, va arriver. Le président Macron l'avait d'ailleurs annoncé : le gouvernement « intérimaire » sera en fonction jusque mi-août. Que restera-t-il de cette trêve sportive pendant laquelle la compétition la plus féroce car la moins loyale, la politique, a cédé le pas devant les prouesses des athlètes ?

A court terme, il faut décourager les illusions : il est peu probable que les célébrations du sport et de Paris changent radicalement le contexte politique. La victoire de l'équipe de France de football en 2018, acclamée par un million de personnes sur les Champs-Élysées, n'avait pas empêché que cette même avenue soit ravagée par des batailles rangées entre forces de l'ordre et les Gilets jaunes quelques semaines plus tard.

Une fois la fête finie, une fois dissipée la langueur de l'été, le quotidien terne, difficile, anxieux reprendra son cours. Les préoccupations d'emploi, de sécurité, de pouvoir d'achat et de perspectives sociales reprendront leur pleine

place - les Français se souciant vraisemblablement peu de savoir qui sera à la tête de l'exécutif. La colère sociale, latente mais puissante, qui mine le pays depuis des années sera susceptible d'exploser à nouveau.

Deux leçons. A plus long terme, à l'inverse, les Jeux olympiques pourraient être sources de deux enseignements sur la possibilité de réformer la France.

Premier enseignement : les Jeux ont montré que les Français aiment la compétition. Ils se sont passionnés pour des concours dont il ne ressort que trois gagnants, pas un de plus. Seuls les plus performants sont récompensés de leurs prouesses - et s'il y a bien de la compassion pour ceux qui, en dépit d'années de préparation, échouent au dernier moment, personne ne songerait à mettre en place un mécanisme de redistribution des médailles au nom de la lutte contre les inégalités (pourtant criantes).

Dans le sport, les spectateurs applaudissent l'effort, espèrent la concurrence, félicitent la réussite. S'ils le font si aisément, c'est probablement parce qu'ils considèrent que les règles y sont claires et que n'importe qui, dès lors qu'ils s'en donnent les moyens (exceptionnels et constants), peut tenter sa chance. A l'inverse, comme l'ont montré les travaux d'économistes comme Alberto Alesina et George-Marios Angeletos (2005), ou Roland Bénabou et Jean Tirole (2006), les Européens sont plus circonspects vis-à-vis du marché, qu'ils tendent à considérer biaisé.

Il y a de quoi. Un continent dont la naissance politique moderne est issue des guerres de religion est porté à la défiance : chaque voisin est un meurtrier potentiel. Surtout, le système scolaire et le marché du travail, étouffés de normes égalitaristes, découragent l'effort et reproduisent les situations sociales, contraignant les espoirs de mobilité, produisant de l'injustice.

Second enseignement, les Français, comme d'autres, sont susceptibles de se mobiliser collectivement et positivement dès lors que la cause qu'ils servent les dépasse et d'une certaine façon les grandit. Le discours du « sang et des larmes » est voué à l'échec. Celui du rayonnement, du grandiose et de l'héritage laissé aux futures générations est bien plus porteur.

Vive l'esprit des Jeux !

@erwanlenoan ✕

JO, commémorations historiques, inauguration de Notre-Dame... Le chef de l'Etat utilise les moments collectifs pour que son mandat ne palisse avant l'heure. Telle la conteuse des Mille et une nuits Emmanuel Macron et le syndrome de Shéhérazade

Belles histoires

Emmanuel Macron a gagné son pari : la France, en cinquième position, se classe bien parmi le top 5 des nations gagnantes de médailles. Après la cérémonie de clôture à laquelle il assistait dimanche 11 août, **le Président remerciera lundi à l'Elysée ceux qui ont permis le succès des Jeux avant de s'installer à Brégançon** pour le reste de la semaine.

Corinne Lhaïk

DEPUIS SA RÉÉLECTION, en avril 2022, Emmanuel Macron ne cesse de nous raconter des histoires. Au propre, c'est sûr. Au figuré, chacun en est juge. Elles nous parlent de la France, de ses épopées et de ses heures sombres, de ses audaces, de sa grandeur. En tournant les mille et une pages d'un beau récit, le chef de l'Etat veut rendre sa fierté à un pays champion de l'auto-flagellation. Mais aussi exercer la plénitude de son pouvoir, menacée par l'approche de 2027 et la fin de son mandat. Le syndrome de Shéhérazade, qui chaque nuit raconte une histoire au roi de Perse, et l'interrompt pour avoir la vie sauve : tenu en haleine, le souverain épargne cette épouse promise à la mort.

L'aventure des Jeux olympiques est si merveilleuse que le Président, lui aussi, veut l'éterniser à l'infini. Le 12 août, lendemain de la cérémonie de clôture, il reçoit à l'Elysée policiers, gendarmes, militaires, magistrats, représentants de la sécurité privée, hospitaliers, agents de la RATP, acteurs du plan baignade, etc. Tous ceux dont le travail a forgé le succès de ces deux semaines. Et les athlètes ? Leur tour viendra le 14 septembre, après les Jeux paralympiques (28 août-8 septembre), avec une grande parade sur les Champs-Élysées. Emmanuel Macron lui-même en a fait l'annonce par un message sur le réseau social X.

Le 12 août s'ouvre également une série de cérémonies mémorielles. Emmanuel Macron se rend à la Préfecture de police de Paris pour rappeler que des policiers y ont hissé le drapeau français, le 19 août 1944. L'année 2024 est celle du 80^e anniversaire de la libération de la France et Emmanuel Macron veut donner toute sa résonance à l'événement, avec la conviction que le rappel du passé peut faire du bien au présent :

ces commémorations « ont vocation à concourir au renforcement de la cohésion de la nation et à ses forces morales, en n'oubliant aucune mémoire et en regardant l'histoire en face », dit-on à l'Elysée. L'année 2024 est celle du 80^e anniversaire de la libération de la France. Depuis le début de l'année, les héros étrangers de la Résistance, la mémoire des grands maquis, les victimes de la Shoah et de la barbarie nazie, les Français libres, les alliés et les Français du débarquement de Normandie, ont été honorés.

Outragés. Le 15 août, Emmanuel Macron poursuit ces hommages dans le Var. A la néropole de Boulouris (Saint-Raphaël), il va notamment remercier les combattants africains. « Ce sera l'occasion de rappeler l'importance et le rôle central joué par les tirailleurs sénégalais dans la libération de la France »,

Dans l'attente d'un autre événement magistral, le Président a concocté un drame. La dissolution

souligne-t-on à l'Elysée. A Toulon, viendra le moment de souligner à quel point l'opération Anvil Dagoon, le nom méconnu du débarquement en Provence, a été essentielle.

Le 25 août, l'heure est à la célébration de l'engagement contre l'occupation et le nazisme, de la dimension populaire de la libération de la capitale. On se rappellera que les ponts de Paris, écrins des Jeux olympiques, auraient été sérieusement outragés si le projet hitlérien de les faire sauter avait été exécuté. Auparavant, le 17 août, comme tous les ans, pour l'anniversaire de la libération de cette ville, Emmanuel Macron prononcera un discours à Bormes-les-Mimosas, la commune du Fort de Brégançon, dans le Var. Il va séjourner toute la semaine dans cette résidence des Présidents. Son intervention sera l'occasion de faire passer des messages d'actualité.

Shéhérazade est très imaginative. Dans l'attente d'un autre événement magistral - l'inauguration de Notre-Dame, le 7 décembre, le Président a concocté un drame. Au sens propre du terme. Un game changer, dirait-on aujourd'hui, une décision qui bouleverse le

cours des choses. La dissolution. Entre la préfecture de police et Boulouris, entre les félicitations et le séjour à Brégançon, Emmanuel Macron prépare son épreuve olympique : la nomination d'un Premier ministre. Il multiplie les consultations informelles, et teste quelques personnalités.

Pour l'heure, Xavier Bertrand et Bernard Cazeneuve sont les premiers ministrables les plus étudiés. Ce qui ne préjuge en rien du choix final. La piste Michel Barnier n'est pas à négliger : l'ancien négociateur en chef du Brexit offre deux avantages comparatifs. Primo, il est soutenu par Laurent Wauquiez (ce qui n'est pas le cas de Xavier Bertrand). Pour Emmanuel Macron, un Premier ministre bien vu par le patron de la Droite populaire à l'Assemblée, c'est mieux que le contraire. Secundo, à 73 ans, il n'a pas d'ambitions pour 2027. En principe. Le choix devrait se faire avant le début des Jeux paralympiques. Là aussi, en principe.

@clhaik



SIPA PRESS

Emmanuel et Brigitte Macron à l'Accor Arena de Bercy, lors de la finale du tournoi de basket masculin des Jeux olympiques entre la France et les Etats-Unis, le 10 août.

Seine colère JO: Macron, Hidalgo, Pécresse ou Darmanin, merci qui?

La chronique de Jean-Michel Salvator

Les Jeux sont faits ! La fête a été merveilleuse, nos sportifs éblouissants, l'organisation millimétrée, la France heureuse. Rien ne s'est passé comme le prédisaient les Cassandra. Le succès a dépassé toutes les espérances. Si le Cojo mené par Bernard Lapasset, puis Tony Estanguet, a fait merveille, qui faut-il féliciter parmi nos politiques ? Qui peut légitimement revendiquer une part des lauriers d'une quinzaine aussi réussie ? Il y a d'abord... François Hollande qui a été le premier à lancer l'idée lorsqu'il était à l'Elysée, puis à la défendre jusqu'à l'attribution par le comité international olympique (CIO) en 2017. D'ailleurs, le déluge qui s'est abattu sur la cérémonie d'ouverture ne porte-t-elle pas sa marque de fabrique ? Il y a aussi Emmanuel Macron qui a crânement soutenu, sans mollir, son idée de cérémonie sur la Seine alors que les plus grands flics de France criaient au mieux « casse-cou », au pire « au fou ». Le Président, que

l'on sait capable de se fourvoyer dans des paris incertains (exemple, la dissolution), a été ici mieux inspiré. Le ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, apparaît lui aussi comme un acteur clé de ce succès. Le parcours de la flamme, la cérémonie d'ouverture comme l'ensemble des épreuves se sont déroulés sans accroc. Voilà de quoi radoucir ceux qui s'obstinent à penser que « la police tue ».

Les transports, autre gros cactus annoncé, n'ont posé aucun problème non plus. Anne Hidalgo avait jugé habile d'anticiper des incidents en annonçant que « nous ne serions pas prêts » ? Chacun dans le comité d'organisation avait goûté l'élégance du procédé. Les efforts conjugués de Valérie Pécresse, présidente de la région, de Jean Castex à la tête de la RATP et de Jean-Pierre Farandou (SNCF) lui ont donné tort. On n'avait jamais vu le métro et le RER aussi propre et aussi beau.

Plongeon. La maire de Paris reste malgré tout l'une des grandes bénéficiaires de ces Jeux. Anne Hidalgo a commencé par être contre avant de s'y rallier avec la foi des nouveaux convertis. Fort bien. Elle n'a pas suivi les conseillers « insoumis » de Paris qui plaidaient encore il y a deux ans pour l'abandon des JO. Néanmoins, on a du mal à lui attribuer un rôle précis si ce n'est la promotion de la dépollution de la Seine financée principalement par l'Etat. Son plongeon dans le fleuve a frappé les esprits. Jacques Chirac en avait rêvé en 1988, elle l'a fait en 2024.

A deux ans des municipales, ces JO sont un bel encouragement pour elle à se représenter face à la menace de la poussée de LFI et des écologistes lors des législatives de juin. Est-ce cela qui l'a convaincue de rompre la trêve olympique pour régler quelques comptes, comme si la campagne municipale ne pouvait plus attendre ? Elle attaque fort. Derrière ses contempteurs - « saccage Paris » et tous ceux qui ont critiqué le spectacle de Thomas Jolly - se cacherait l'extrême droite. Morceaux

choisis dans *Le Monde* : « Paris, c'est la ville de toutes les libertés, la ville refuge des LGBTQI+ la ville où on vit ensemble, une ville où il y a une femme maire, de gauche, en plus d'origine étrangère et binationale, en plus féministe et écologiste (...) Ça fait dix ans que ça dure. Fuck aux réacs, fuck à cette extrême droite ! » On se désole que la politique reprenne si vite ses droits avec autant d'acrimonie et de vulgarité.

Le gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal et celui qui lui succédera devront aussi faire les comptes. Les Jeux ont-ils payé les Jeux ? Déjà, on sait que la billetterie a battu des records, et qu'un afflux de touristes s'annonce. Mais surtout, en réutilisant les infrastructures existantes, la France n'a pas « cramé la caisse » ! C'est suffisamment rare pour être noté.

Coalition revée ? Nos politiques ont également devant eux un sujet rassembleur : quelles réalisations conserver de ces JO impeccables et inoubliables ? Anne Hidalgo espère installer les dix statues de femmes remarquables de la cérémonie d'ouverture porte de la Chapelle. Bonne idée ! On aurait pu ne pas oublier Jeanne d'Arc et Sainte Geneviève, sainte patronne de la capitale... Il y a aussi l'avenir des anneaux olympiques accrochés à la Tour Eiffel qui vont être redescendus mais pour quoi faire ? En 2012, les Anglais ont transformé les leurs en bancs publics. Il y a enfin la fameuse vasque en forme de montgolfière qui a ébloui les Français. Pourra-t-elle se maintenir dans les jardins des Tuileries ?

Les lampions de la fête éteints, Emmanuel Macron pourra peut-être aussi aller puiser dans ces Jeux le secret de sa nouvelle majorité. Le Cojo n'a-t-il pas réussi à faire travailler ensemble Attal, Hidalgo et Troussel, président du 93 (PS), Pécresse (droite républicaine), Darmanin et Castex (droite macronienne) ? C'est précisément la coalition rêvée du président. On se dit que Tony Estanguet ferait le meilleur candidat pour Matignon...

@j.msavator

Berlin pourrait avoir besoin de cinquante ans encore pour choisir son site de stockage

Le casse-tête des déchets nucléaires allemands

Sparadrap

Après la publication d'un rapport indépendant, **le gouvernement allemand a reconnu mercredi qu'il ne sera pas en mesure de désigner d'ici à 2031 le site de stockage définitif des déchets nucléaires**. Toutefois, Berlin récusé le calendrier présenté, s'étalant jusqu'à 2074, sans pour autant donner d'échéance plus précise.

Luc André (à Berlin)

LA SÉLECTION du site de stockage définitif des déchets nucléaires allemands est-elle repoussée aux calendes grecques ? C'est l'impression qui ressort d'une étude indépendante commandée par l'autorité fédérale (BASE) chargée de superviser ce dossier épineux et publiée mercredi dernier. En théorie, le choix doit intervenir d'ici à 2031 comme en a décidé le législateur en 2017.

Un premier jalon, encore grossier, a été posé en 2020 avec le listage de 90 territoires éligibles. Mais le renommé institut Öko et le cabinet juridique spécialisé BBH évoquent, dans un document de plus de 300 pages, l'horizon de...2074 pour la conclusion de la procédure. Soit plus de cinquante ans après l'arrêt de la dernière centrale nucléaire, intervenu l'an dernier. C'est encore pire que le pronostic de l'entreprise publique BGE chargée de la recherche du site. En 2022, celle-ci tablait déjà sur une fourchette allant de 2046 à 2068.

Ces délais s'expliquent par le caractère extrêmement pointilleux de la procédure retenue. La première liste de sites potentiels est attendue seulement pour 2027. Il faudra aussi compter du temps pour mener les études d'impact environnemental. Les experts estiment que la BASE aura besoin de plus de quatre ans pour vérifier les propositions formulées par la BGE. Rebelote pour la phase 2. Celle-ci portera sur l'inspection à la surface des sites et la décision de mener des études techniques souterraines qui, elles aussi, requerront des autorisations administratives, un point noir outre-Rhin, et prendront une quinzaine d'années. Enfin, la consultation de la population à différentes étapes de la procédure se révélera également chronophage.

Les experts de l'institut Öko et du cabinet BBH jugent que la loi de 2017 ne se limite pas à une simple information mais ouvre la voie à une participation active du public dont les formes peuvent encore « être étendues ou complétées ». Il s'agit d'un passage obligé « au regard du contexte historique autour du stockage des déchets nucléaires en Allemagne », estiment les rédacteurs de l'étude, alors qu'aucun territoire n'est candidat.

Précédent. En 1977, l'Allemagne de l'Ouest avait, au mépris des considérations géologiques, désigné la mine de Gorleben, en Basse-Saxe, proche alors de la frontière avec la RDA. Des décennies de protestations, qui ont structuré l'essor du mouvement écologiste sur le plan politique, ont finalement poussé les responsables allemands à reprendre la procédure de zéro.

« Cette étude n'a pas inclus toutes les informations et données actuelles car nous avons eu une évolution dynamique ces derniers mois », se défend la ministre fédérale de l'Environnement, l'écologiste Steffi Lemke, tout en actant l'impossibilité de tenir l'horizon de 2031. L'étude date, en effet, du mois de février mais n'a été publiée que cette semaine. Mais l'argument ne convainc pas entièrement dans une série de capitales régionales qui gèrent les stockages intermédiaires de déchets radioactifs. Elles doivent faire face à l'expiration de leurs autorisations d'exploitation, fin 2034 par exemple à Gorleben, dans les années 2040 sur les sites des anciennes centrales nucléaires. Sans oublier que tout rallongement de la procédure est synonyme d'alourdissement de la facture supportée à hauteur de 24 milliards d'euros par les énergéticiens. « Cette génération a produit les déchets nucléaires sans avoir de site de stockage. Nous avons la responsabilité et le devoir de ne pas repousser la décision à des décennies aussi difficile qu'elle soit », insiste le ministre écologiste de l'Environnement de Basse-Saxe, Christian Meyer.

Occupée par l’Ukraine, la ville de Soudja est un point stratégique de transit vers l’Europe. Le stress est monté d’un cran

Gaz, pétrole : l’ombre de la géopolitique grandit

Menace

Sur le marché de gros, le prix du gaz a rebondi à son plus haut niveau depuis fin 2023, sans commune mesure heureusement avec les pics atteints en 2022. **La dépendance de l’Europe à l’égard de l’énergie importée demeure un sujet.**

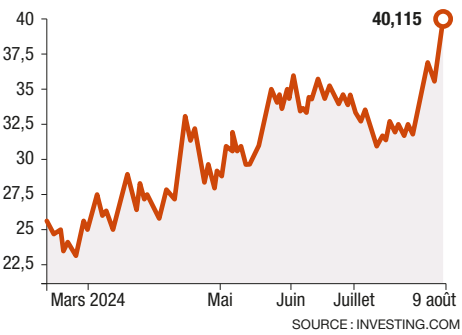
Muriel Motte

APRÈS LE COUP DE BAMBOU sur les actions début août, un coup de chaud sur l’énergie ? Depuis quelques jours, les prix du gaz campent à leur plus haut niveau de l’année sur le marché européen à la suite des derniers développements du conflit russo-ukrainien. L’armée de Volodymyr Zelensky a créé la surprise en opérant une nette incursion sur le territoire de son ennemi. L’annonce que les troupes ukrainiennes avaient saisi un point de transit du gaz russe à Soudja, une ville située à une dizaine de kilomètres de la frontière, a fait grimper son cours la semaine dernière. « Soudja est la seule station permettant encore le transport de gaz depuis la Russie, via l’Ukraine et vers l’Europe. Bien qu’il existe techniquement deux stations, rien n’a transité par celle de Sokhranivka depuis mai 2022 », notait un expert du média indépendant russe en ligne The Insider. Le géant Gazprom a annoncé poursuivre ses livraisons – des flux quotidiens d’environ 42 millions de mètres cubes ces derniers mois, tombés à 37 millions à la veille du week-end –, mais un hypothétique contrôle permanent de la station de Soudja par l’armée ukrainienne pourrait pousser Gazprom à stopper totalement ce point de transit en invoquant un cas de « force majeure ». Une partie de l’Europe (Autriche, Bulgarie, Croatie....) dépend encore de ces importations.

Indépendance. Face à une situation confuse, et dans le doute, les prix de gros du gaz sur le marché de Rotterdam ont dépassé 40 euros le mégawattheure (MWh). Un niveau inconnu depuis décembre 2023, mais heureusement bien loin des pics de stress datant de l’été 2022, quelques mois après l’invasion de l’Ukraine (autour de 240 euros le MWh). L’Europe affiche depuis le début de la guerre l’objectif d’être indépendante des combustibles fossiles russes à l’horizon 2027. Elle a rapidement cherché à accroître ses approvisionnements auprès d’autres fournisseurs, principalement les Etats-Unis, le Qatar, la Norvège, voire l’Algérie.

Si la situation de Soudja ne la panique pas complètement, c’est que la Russie demeure un grand fournisseur d’énergie du Vieux Continent, en dépit du régime de sanctions occidentales. Les livraisons par gazoduc ont beau avoir

Coup de chaud sur le marché du gaz
Dutch TTF natural gas, en euros par mégawattheure



Véhicules électriques. Pékin saisit l’OMC après la décision de l’UE d’imposer des surtaxes

LA CHINE A ANNONCÉ vendredi 9 août avoir saisi l’Organisation mondiale du commerce (OMC), après la décision de l’Union européenne (UE) d’imposer des surtaxes sur les importations de véhicules électriques chinois. Celles-ci supportaient jusqu’à présent 10% de droits de douane et Bruxelles a annoncé jusqu’à 38% de droits supplémentaires provisoires. En cause : un soutien illégal de Pékin à ses constructeurs automobiles. A Genève, l’OMC a confirmé la réception d’une copie de la demande de consultations (...) présentée par la Chine. Les consultations durent en principe au moins soixante jours. Si aucune



SIPA PRESS

La Russie demeure un grand fournisseur d’énergie pour l’Europe, en dépit du régime de sanctions occidentales.

déjà largement chuté, le gaz naturel liquéfié l’a remplacé. Au premier semestre, les importations de GNL russe par voie maritime ont grimpé de 7% par rapport à l’an dernier, qui marquait déjà un niveau d’achat record. Sur ce marché du GNL, la concurrence est rude en raison des gros besoins asiatiques qui ne peuvent pas être servis par gazoducs. Les prix réagissent très rapidement à tout évènement perturbateur. Néanmoins, Moscou demeure un partenaire incontournable du Vieux Continent, derrière les Etats-Unis et au coude à coude avec le Qatar. De quoi d’ailleurs scandaliser Oleh Savtskyi, fondateur de l’organisation à but non lucratif Razom We Stand. Celui qui milite pour des sanctions plus sévères contre les combustibles fossiles russes, estime que l’objectif d’indépendance de l’Union européenne vis-à-vis de Moscou à l’horizon 2027 est « épouvantablement en retard ». Les pays qui achètent du GNL russe sabotent la transition énergétique du continent et contribuent à hauteur de milliards de dollars à l’effort de guerre de la Russie, estime-t-il.

Explosive. L’état de tension permanent depuis plus de deux ans rend les marchés de gros particulièrement sensibles à toute secousse. Y compris à de simples opérations de maintenance de ses installations par la Norvège, pays devenu le premier fournisseur de l’Europe (hors GNL). Or, une nouvelle série de vérifications est programmée par Oslo à la rentrée. C’est une source potentielle de stress supplémentaire car où en sera le front russe dans quelques semaines ? Mais aussi la situation au Proche-Orient ? Elle y est potentiellement explosive à la suite du double assassinat de dirigeants du Hezbollah et du Hamas fin juillet par Israël. Pour le moment, cela influe peu sur les prix de l’énergie, le baril de pétrole vaut moins de 80 dollars, comme au début de l’année. « Les options de représailles de l’Iran sont limitées en raison d’un désavantage militaire massif vis-à-vis des États-Unis, analyse Marko Papic, stratège en chef de BCA Research. A l’approche de l’élection présidentielle américaine, l’administration Biden-Harris y verrait une bonne occasion de riposter contre Téhéran de manière limitée, mais brutale ». L’ombre de la géopolitique continue de grandir sur les marchés de l’énergie. Elle a jusqu’à présent été compensée par les signes de ralentissement de l’économie mondiale, et de la demande.

@murielmotte

L’incursion ukrainienne dans la région de Koursk est inédite dans l’histoire sur le sol d’un pays doté de l’arme atomique

La percée en Russie, puissance nucléaire, première dangereuse

Guerre des nerfs

Moscou a annoncé, dimanche, l’évacuation de dizaines de milliers de personnes de l’oblast de Koursk, le territoire que les troupes ukrainiennes ont fait une incursion mardi. De son côté, samedi soir, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a reconnu pour la première fois que les forces de Kiev combattaient en Russie. On dispose de peu d’informations sur la situation militaire, des sources indiquant la prise d’environ 500 km². La Russie a déclaré « un régime d’opération antiterroriste » dans les régions frontalières. Par ailleurs, les frappes russes se sont poursuivies sur les villes ukrainiennes, ainsi que les combats dans le Donbass.

Jean-Dominique Merchet

AU CINQUIÈME JOUR de l’opération ukrainienne sur le sol russe, le président Zelensky est sorti, samedi, du silence observé jusqu’alors. Faisant état de rapports du chef d’état-major Oleksander Syrsky sur « nos actions », il a reconnu « le déplacement de la guerre sur le territoire de l’agresseur ». Pour le reste, aucun détail officiel ne filtre, ni sur les opérations elles-mêmes, ni sur leurs objectifs militaires et politiques. L’incursion, mardi, des forces ukrainiennes dans la région russe de Koursk a été une grande surprise, à commencer pour la Russie.

En réaction, le Kremlin a décrété l’instauration du « régime d’opération antiterroriste » dans trois régions frontalières de l’Ukraine, Koursk, Belgorod et Briansk. Décrire l’offensive ukrainienne comme relevant seulement de la lutte antiterroriste est, pour le Kremlin, une manière d’en minimiser la portée. Il ne s’agit pas seulement d’un artifice de propagande à destination de l’opinion publique : c’est aussi une posture stratégique. Dans son arsenal de réponses, le Kremlin disposait en effet de mesures plus radicales, comme la loi martiale (décrétée, elle, dans les territoires ukrainiens annexés par la Russie en 2022) et bien sûr « l’état de guerre ».

Tournant. Cette prudence rhétorique s’explique par le caractère radicalement nouveau de la situation et les conséquences stratégiques que celle-ci pourrait avoir. On note d’ailleurs le silence précautionneux des grandes capitales sur le sujet. En effet, il ne s’agit pas seulement de la première invasion d’une armée étrangère sur le sol russe depuis 1941, mais de la première invasion du territoire d’un Etat doté de l’arme nucléaire. Cela ne sera pas sans conséquences sur la « grammaire » de la dissuasion nucléaire, mais il est bien trop tôt pour en estimer la nature et l’ampleur.

Si l’on excepte l’invasion par l’Argentine en 1982, des îles Falkands – un territoire britannique très périphérique – jamais un Etat n’avait pris le risque d’une agression militaire conventionnelle sur le sol d’un Etat doté de l’arme nucléaire. L’Ukraine vient de briser ce tabou (1). Certes, il ne s’agit pas d’une invasion à grande échelle. Après six jours de

Si l’Ukraine parvient à consolider son emprise sur une portion, aussi faible soit-elle, du territoire internationalement reconnu de la Russie, on entre dans une zone stratégique inconnue. Ce qui a été possible une fois peut se reproduire ailleurs

combat, les chiffres qui circulent dans les milieux spécialisés de l’Osint (Open Source Intelligence) font état de la conquête d’environ 500 km² – à rapporter au 30 000 km² de la seule région (Oblast) de Koursk – soit moins de 2%. Certes, il ne s’agit pas non plus de la première agression sur le sol russe depuis l’Ukraine. En mai 2023 puis mars 2024, des

incursions frontalières avaient eu lieu, mais elles étaient officiellement le fait de groupes armés dissidents russes – pas celle de forces régulières de l’Ukraine dont l’action est assumée par Kiyv – de même que les opérations clandestines ou les multiples frappes avec des missiles ou des drones sur des installations en Russie, comme celle de vendredi sur la base aérienne de Lipetsk, qui a, semble-t-il, fait de gros dégâts. Mais là encore, il ne s’agissait pas de se saisir du sol de son voisin. La situation est désormais différente dans l’oblast de Koursk, dont 76 000 civils russes ont dû fuir, selon des sources officielles, et où des dizaines de militaires russes ont été fait prisonniers dans leur propre pays...

Cela signifie que la dissuasion nucléaire ne « sanctuarise » pas totalement le territoire de la Fédération de Russie. Si l’armée russe parvient à chasser rapidement les forces ukrainiennes de son sol, les choses rentrent dans l’ordre, mais l’alerte aura marqué les esprits. En revanche, si l’Ukraine parvient à consolider son emprise sur une portion, aussi faible soit-elle, du territoire internationalement reconnu de la Russie, on entre dans une zone stratégique inconnue. Ce qui a été possible une fois peut en effet se reproduire ailleurs. Si la ligne rouge nucléaire est suffisamment élastique pour tolérer une incursion militaire aussi importante que celle en cours à Koursk, la Russie pourrait être tentée, demain, de tester l’Otan, par exemple dans les pays baltes. Comment réagiraient les Alliés si les Russes entraient en Estonie pour « libérer » la ville frontalière russophone de Narva ? Ou s’ils décidaient de se saisir du corridor de Suwalki, 80 km de territoire lituanien et polonais qui sépare l’enclave russe de Kaliningrad de la Biélorussie alliée.

« Sanctuarisation agressive ». L’affaire actuelle est toutefois différente en ce qu’elle se joue entre deux adversaires asymétriques. L’Ukraine n’est pas une puissance nucléaire – elle a renoncé à ses armes atomiques en 1994, en échange de la garantie de ses frontières – pas plus qu’elle n’est membre d’une alliance nucléaire. Hors de l’Otan, elle ne bénéficie pas du parapluie nucléaire de ses alliés, les Etats-Unis au premier chef. En face, la Russie est un Etat « doté » de l’arme atomique, au regard du droit international. Il ne s’agit donc pas de la confrontation entre deux puissances (ou alliances) nucléaires. Cela change la donne. En 2022, grâce à sa dissuasion nucléaire, la Russie a pu envahir l’Ukraine en se plaçant à l’abri d’une forte réaction occidentale. C’est le concept de « sanctuarisation agressive ». Aujourd’hui, l’Ukraine attaque la Russie en dessous du « seuil » nucléaire et tente de lui arracher un morceau de son territoire, non par expansionnisme mais pour prendre un avantage dans d’éventuelles négociations.

Si Vladimir Poutine a usé, voire abusé, de la rhétorique nucléaire depuis le début de la guerre d’Ukraine pour tenter d’intimider les Occidentaux, la posture des forces nucléaires russes n’a pas vraiment bougé de manière dangereuse, estiment les Alliés. La Russie en reste, par ailleurs, à un « conservatisme doctrinal », selon Benjamin Hautecouverture, de la Fondation pour la recherche stratégique. La doctrine russe a été fixée par un décret présidentiel de Vladimir Poutine, le 2 juin 2020, qui a été rendu public. Tout en entretenant une certaine ambiguïté, propre à la nature même de la dissuasion nucléaire, l’article 19 de l’oukaze 355 décrit les cas où le feu nucléaire pourrait être engagé. Il cite notamment « une agression conduite contre la Russie avec des armes conventionnelles », ce qui est le cas de l’actuelle attaque ukrainienne, mais uniquement si celle-ci est « de nature à remettre en question l’existence même de l’Etat ». Ce qui est évidemment loin d’être le cas.

Reste que l’incursion de l’Ukraine dans l’oblast de Koursk vient de planter une épine dans le pied de la Russie. Une douloureuse épine dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences stratégiques.

@jdomerchet

(1) En 1969, la Chine avait également mené des raids frontaliers contre l’URSS, puis le Pakistan (1999) et la Chine (2020) ont affronté l’Inde dans l’Himalaya. Tous ces pays étaient des puissances nucléaires et cela n’a pas débouché sur une guerre totale comme c’est le cas en Ukraine.

« Le monde politique utilise la nourriture pour construire la narration d’une identité à préserver », analyse Alberto Grandi

Comment la cuisine italienne s’est transformée en religion

Art de la table

Historien de l’économie, **Alberto Grandi démystifie l’imaginaire collectif autour de la cuisine transalpine**, beaucoup plus récente qu’on le pense.

Interview Francesco Maselli (à Rome)

EN ITALIE, la nourriture est une affaire sérieuse, au centre de l’identité et de la fierté nationales. L’idée que la meilleure cuisine du monde serait italienne grâce à une tradition culinaire ancrée dans les siècles est séduisante, mais très éloignée de la vérité. Alberto Grandi, historien de l’économie à l’université de Parme, vient de publier *La cucina italiana non esiste* (« La cuisine italienne n’existe pas »), un best-seller qui démystifie ce discours... et qui a soulevé d’énormes polémiques dans la péninsule.

Quand naît-il le mythe d’une cuisine italienne traditionnelle, quasi immuable ?

La construction du mythe de la cuisine italienne commence dans les années 1970 lorsque le modèle de développement industriel montre des limites, et que le rêve d’une croissance sans fin s’effondre. L’Italie commence alors à chercher des modèles alternatifs, investissant notamment dans l’agroalimentaire et le tourisme, déjà en développement grâce à la richesse du « boom économique » (les Trente Glorieuses italiennes). La soudaine aisance de la classe moyenne génère une propension aux loisirs et au bien manger, alors qu’historiquement les Italiens n’étaient pas particulièrement fiers de leur cuisine. C’est à partir de cette période que la gastronomie devient plus fine, et qu’on invente des plats destinés à devenir des classiques de notre cuisine : ils n’existaient pas avant !

Pourtant, chaque ville, chaque région revendique aujourd’hui des plats traditionnels, farouchement défendus.

En effet, il existe un parallèle entre la naissance des régions et la construction de la cuisine régionale. Les régions sont introduites en 1970,

« Sur la base d’une tradition marquée par la simplicité et une grande pauvreté se sont greffées une mythologie et une légende : des dizaines de recettes qui ne sont pas vraiment traditionnelles le sont devenues »

et sont largement une invention administrative, car la plupart d’entre elles n’avaient aucune tradition. L’invention de la tradition d’une cuisine locale convenait à tout le monde : aux producteurs, aux politiques, et surtout aux nouvelles collectivités territoriales qui devaient se constituer une raison d’être. Aujourd’hui, le mythe est devenu réalité.

Vous racontez, dans vos ouvrages, que les plats italiens les plus célèbres, comme les pâtes à la carbonara, sont des inventions récentes et que la cuisine transalpine a été fortement influencée par les Etats-Unis.

En effet, la carbonara naît pendant la Seconde Guerre mondiale en Italie... avec des ingrédients amenés par les Américains : la première recette dont on a une trace écrite est publiée en 1952 à Chicago et les manières de la préparer ont changé énormément dans le temps. Ce qu’on fait aujourd’hui n’a plus grand-chose à voir avec le plat qu’on trouvait dans les restaurants, même de haut niveau, il y a 40 ans. Pour le parmesan, l’histoire est encore plus tortueuse : le véritable fromage traditionnel, vous le trouverez au Wisconsin, aux Etats Unis où des émigrés italiens l’ont introduit au début du XX^e siècle et continuent à le produire de la même manière. Le produit iconique qu’on connaît est très différent du parmesan des origines. De qualité, mais différent !

Les Italiens préparent beaucoup leurs repas à la maison. Est-ce une tradition récente ?

Oui, par exemple, nous considérons le street food comme quelque chose d’américain, qui nous vient de l’étranger. Mais s’il y a une chose qui est vraiment traditionnel pour les Italiens, c’est de manger dehors, rapidement : Naples est la vraie patrie du street food. Historiquement,

il n’y avait pas l’habitude de préparer de grands repas à la maison, parce que les villes italiennes étaient très denses, avec des appartements minuscules, souvent sans cuisine. C’est après la croissance du boom économique qu’avoir une cuisine fonctionnelle et moderne à son domicile est devenu un élément identitaire, un symbole d’enrichissement. Manger à la maison était une manière de profiter de ce bien-être.

Vous êtes considéré comme une sorte de traître pour raconter cette évolution, mais il faut du génie pour inventer une tradition culinaire inexistante il y a peu de temps. Pourquoi l’Italie ne le revendique pas ?

En moins de cinquante ans, un pays pauvre, où les gens avaient faim et subissaient la malbouffe, s’est affirmé comme l’une des patries de la gastronomie mondiale. C’est un miracle ! L’Italie s’est fabriquée une cuisine très riche, très variée, qui est le fruit d’une prospérité que les Italiens n’avaient jamais connue auparavant. Sur la base d’une tradition marquée par la simplicité et une grande pauvreté se sont greffées une mythologie et une légende : des dizaines de recettes qui ne sont pas vraiment traditionnelles le sont devenues. C’est une histoire à succès, je ne comprends pas pourquoi raconter cette évolution relève d’un crime de lèse-majesté. Les critiques et les réactions indignées que mon travail suscite me surprennent. Je ne mets pas en question la qualité des produits, je reconstitue leur histoire, souvent différente de celle véhiculée par l’imaginaire collectif.

Pourquoi la cuisine génère-t-elle des réactions éruptives dans l’opinion publique italienne ?

C’est parce que les choses sont passées à un autre niveau : le mythe est devenu religion. Si vous faites une carbonara avec un œuf brouillé ou avec du lard au lieu du guanciale (la joue du cochon), les gens s’indignent et se révoltent. C’est absurde et c’est le symptôme d’une très forte crise d’identité : l’Italie s’accroche à la cuisine comme à un élément ultime de son identité, qu’il faut défendre contre les attaques extérieures. C’est une attitude de fermeture étonnante.

Le monde politique conduit une croisade pour défendre la nourriture italienne. Le ministre de l’Agriculture, Francesco Lollobrigida, a proposé de créer un groupe de travail pour contrôler les « normes de qualité » dans les restaurants italiens du monde entier. Pourquoi cet activisme ?

J’appelle cette attitude du gastro-nationalisme. Le débat politique est pauvre en arguments. Il utilise la nourriture et la cuisine pour construire sa narration nationaliste d’une identité à préserver face à un siège perpétuel. Il véhicule l’idée que le monde entier veut que nous mangions de la farine d’insectes, que l’Europe veut que nous consommions de la viande synthétique. Mais le reste de la planète se fiche complètement de ce que mangent les Italiens, personne ne veut nous faire changer notre modèle alimentaire. C’est même le contraire : les touristes ont intérêt à ce que les Italiens continuent à faire ce qu’ils font, car ils viennent ici pour goûter nos produits. Cette attitude gastro-nationaliste est également un moyen pour attaquer les autres, en avançant l’idée que l’Italie est le seul pays où l’on mange bien. La cuisine italienne est bonne, mais ce n’est pas la meilleure au monde.

@FrMaselli



SIPA PRESS

« La carbonara est née pendant la Seconde Guerre mondiale en Italie... avec des ingrédients amenés par les Américains », explique Alberto Grandi.

L’Agence de météorologie a émis un bulletin d’alerte au risque de mégaséisme. Une première depuis 2019 et la création du système

Le Japon en état d’alerte au pire séisme depuis 100 ans

On retient son souffle

L’île de Kyushu, au sud-ouest du pays, semble avoir échappé à des dommages majeurs après qu’un tremblement de terre de magnitude 7,1 a frappé sa côte orientale, jeudi. Il a fait au moins 16 blessés, dont deux grièvement, selon les chiffres de l’Agence de gestion des incendies et des catastrophes. Trois immeubles résidentiels, tous situés dans la préfecture de Kagoshima, au sud de Kyushu, ont été endommagés. Le séisme s’est produit à 16 h 43 à une profondeur de 30 kilomètres, son épicentre se situant dans la mer de Hyuganada, au large de la préfecture de Miyazaki.

Claude Leblanc

IL Y A CINQUANTE ANS, les Japonais se précipitaient dans les salles obscures pour voir *La Submersion du Japon*, film catastrophe de Shiro Moritani adapté du roman éponyme de Sakyo Komatsu, l’un des best-sellers de l’année 1973, dans lequel il est question d’un séisme géant dévastant l’archipel et prenant par surprise les autorités qui avaient refusé d’écouter les avertissements des experts.

Cinq décennies plus tard, il semble que les responsables japonais aient décidé de prendre au sérieux les avis des sismologues et autres spécialistes puisque l’Agence de nationale de météorologie a émis, jeudi, « une alerte au risque de mégaséisme » le long de la fosse de Nankai située au sud-ouest du pays, après le tremblement de terre d’une magnitude de 7,1 qui s’est produit au large des côtes de l’île de Kyushu sans que celui-ci ne provoque de dégâts majeurs.

Vacances. Cet avertissement est jugé suffisamment grave pour que le Premier ministre Fumio Kishida, qui devait entamer une tournée diplomatique en Mongolie et en Asie centrale, reporte son déplacement pour suivre la situation. Même s’il n’y a aucune certitude en matière de prévision des séismes, l’Agence nationale de météorologie a indiqué que « la possi-

Il ne s’agit que du premier niveau d’alerte qui en compte deux. Si la situation devenait plus critique, les autorités appelleraient à l’évacuation, durant une semaine, des habitants des zones susceptibles d’être touchées par des tsunamis

bilité d’un énorme tremblement de terre dans la zone supposée de l’épicentre est plusieurs fois supérieure à la normale ». Jusqu’à présent, les experts jugeaient qu’un tel scénario avait 70 % de chances de se produire au cours des trente prochaines années. Mais la récente activité sismique dans la région laisse penser qu’une très puissante secousse pourrait avoir lieu d’ici à jeu de prochain. D’où le déclenchement de l’alerte, une première depuis sa mise en place en 2019, qui vise à préparer les collectivités locales, les opérateurs de services publics et la population à se préparer à une telle éventualité.

Alors que le Japon entre dans une période de vacances liée à la Fête des morts, qui amène de très nombreuses personnes à voyager, et dont le pic est attendu ce samedi, les conséquences de cette mise en alerte vont se faire sentir. Ainsi, la compagnie de chemins de fer JR Tokai a annoncé qu’elle allait réduire la vitesse de ses trains sur la ligne à grande vitesse entre Mishima et Mikawa-Anjo, qui pourrait être fortement secouée en cas de séisme majeur dans la fosse de Nankai, et ce, pendant environ une semaine. Le tronçon concerné est situé à environ 120 km au sud-ouest de Tokyo, c’est-à-dire dans une zone peuplée et importante industriellement.

La fosse de Nankai est longue de 800 km et longe une bonne partie du sud de Honshu, l’île principale, jusqu’à Kyushu et son activité peut aussi affecter l’île de Shikoku, la plus petite des quatre grandes îles qui forment le pays. Le 17 avril, un séisme d’intensité 6 sur l’échelle japonaise, qui compte 7 niveaux, a frappé les préfectures d’Ehime et Kochi, réveillant des craintes d’autres violentes secousses.

Dans le cadre de l’alerte lancée jeudi, les autorités conseillent vivement aux voyageurs de se

renseigner à l’avance sur les centres d’évacuation de leur destination afin de se préparer à toute éventualité. « Il ne s’agit pas d’une demande appelant à prendre des mesures spéciales. Nous voulons que les gens vérifient où ils vont et réfléchissent à la manière dont ils réagiront en cas de tremblement de terre », a déclaré l’un des responsables de l’Agence nationale de météorologie interrogé à la télévision.

Pour l’instant, il ne s’agit que du premier niveau d’alerte qui en compte deux. Si la situation devenait plus critique, les autorités appelleraient à l’évacuation, durant une semaine, des habitants des zones susceptibles d’être touchées par des tsunamis.

Comme l’a démontré le mégaséisme du 11 mars 2011, ce sont moins les secousses telluriques que les vagues géantes qui ont engendré le plus de victimes et de destructions. Les spécialistes japonais font particulièrement attention à cet aspect des choses même si, dans certaines régions plus rurales, les risques de destruction liés à des glissements de terrain sont élevés. Le puissant tremblement de terre qui a frappé la péninsule de Noto, le 1^{er} janvier, en a été la démonstration et a souligné le manque de préparation des autorités face à ce type de situation.

Dans l’ensemble, les normes antisismiques sont très élevées dans l’archipel et sont réguliè-

Selon le scénario le plus pessimiste, il pourrait faire 323 000 morts et plus de 220 mille milliards de yens de dommages économiques

rement réévaluées à la lumière des événements qui se produisent dans le pays et ailleurs dans le monde. Le violent séisme de magnitude 7,2 qui a touché la côte orientale de Taïwan, le 3 avril, est venu rappeler que la fosse des Ryukyu, qui remonte jusqu’à l’île de Kyushu, connaissait elle aussi une activité assez importante.

En 2022, le Comité de recherche sismique qui dépend du gouvernement japonais a évalué à 80 % les risques d’un tremblement de terre d’une magnitude supérieure à 7 du côté de l’île de Kyushu, en particulier dans la zone orientale située entre la mer de Hyuga et Taïwan. Celle-ci chevauche la plaque océanique et la plaque terrestre, rendant la possibilité d’une secousse de grande ampleur très probable au cours des trente prochaines années.

En décidant de repousser sa tournée diplomatique en raison de l’alerte au risque de mégaséisme, Fumio Kishida donne une tournure dramatique à cet avis d’experts, loin de la désinvolture du Premier ministre dans *La Submersion du Japon*. Peut-être cherche-t-il à redorer sa cote de popularité auprès des Japonais, celle-ci demeurant désespérément basse. Selon le dernier sondage de la chaîne publique NHK publié lundi, seulement 25 % des personnes interrogées lui font confiance.

Chaos. Cette décision de Fumio Kishida montre également que le gouvernement est attentif à un risque qui pourrait plonger le pays dans le chaos. La fosse de Nankai longe les principaux centres économiques du Japon et les zones les plus densément peuplées. Cela fait des années que les pouvoirs publics planchent sur divers scénarios autour d’un mégaséisme lié à la fosse de Nankai. En 2013, les estimations prévoyaient que dix préfectures situées entre Shizuoka et Miyazaki connaîtraient une intensité maximale de 7 sur l’échelle sismique japonaise, et qu’un tsunami de 34 mètres de haut pourrait frapper la préfecture de Kochi. Selon le scénario le plus pessimiste, il pourrait faire 323 000 morts et plus de 220 mille milliards de yens de dommages économiques. En 2019, sur la base des progrès en matière antisismique, ces prévisions ont été revues à la baisse, avec 231 000 décès et un coût de près de 214 mille milliards de yens de dégâts.

Quoi qu’il en soit, les experts s’accordent pour dire que le séisme pourrait être d’une magnitude de 9,1 sur l’échelle de Richter et le niveau maximal de 7 sur l’échelle japonaise d’intensité pourrait être atteint dans dix préfectures et une centaine de villes le long de la côte Pacifique connaîtraient des tsunamis d’au moins 10 mètres de hauteur. La perspective de submersion, même partielle, du Japon, explique la mise en garde préventive lancée jeudi par l’Agence nationale de météorologie.

@Japanline

L'Iran veut riposter contre Israël mais ne peut se permettre d'entrer en guerre

L'IRAN ET SES ALLIÉS étudient comment répliquer par la force à deux assassinats perpétrés à Beyrouth et à Téhéran et attribués à Israël, sans déclencher une guerre générale dont personne ne veut.

L'Iran, avec son président nouvellement élu, doit faire face à de nombreux problèmes, notamment économiques, et n'a pas les moyens de faire la guerre à Israël, qui appellerait sans doute les Etats-Unis à la rescousse. Les Iraniens gardent un souvenir douloureux du dernier long conflit qu'a connu leur pays, à savoir les huit ans de guerre avec l'Irak qui ont décimé toute une génération et, depuis des dizaines d'années, Téhéran préfère provoquer ses rivaux dans la région par l'intermédiaire de groupes armés.

Au Liban, le Hezbollah, soutenu par l'Iran, a aussi beaucoup à perdre si ces dix mois d'escarmouches transfrontalières avec l'Etat hébreu prenaient la tournure d'une véritable guerre. Il dispose, certes, d'un arsenal de missiles susceptible d'atteindre sévèrement Israël, mais depuis les attaques du 7 octobre, ses chefs regardent Israël détruire une grande partie de la bande de Gaza et supprimer ses dirigeants - quelque chose qu'Israël a juré de réitérer au Liban s'il était provoqué.

L'Iran et le Hezbollah ont connu récemment des revers auxquels, selon les analystes, ils seront obligés de réagir. La semaine dernière, un raid aérien lancé par Tsahal a tué l'un des principaux commandants du Hezbollah dans une banlieue de Beyrouth. Le lendemain, Ismaël Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, a été assassiné dans sa chambre, alors qu'il était à Téhéran pour l'investiture du nouveau président. L'Iran et le Hamas attribuent cette attaque à Israël, qui n'a pas commenté publiquement l'incident.

L'Iran et le Hezbollah devront donc tenter de frapper des cibles importantes, mais ne pas trop en faire pour ne pas déclencher de guerre. Dans le même temps, ils sont tous deux infiltrés par le renseignement israélien.

« Ni le Hezbollah ni l'Iran ne veut la guerre pour le moment, commente Ali Fadlallah, politologue basé à Beyrouth qui connaît bien le mode de pensée du Hezbollah. Mais ils ne veulent pas non plus qu'Israël pense que leur réticence à faire la guerre l'autorise à aller trop loin. »

L'Occident estime que l'Iran et le Hezbollah vont lancer des offensives contre l'Etat hébreu dans les jours à venir, mais espère qu'une semaine d'intenses tractations diplomatiques et l'envoi de nouvelles troupes dans la région auront contribué à les retarder, voire à les limiter.

De source américaine, on dit que Washington a prévenu Téhéran que son nouveau gouvernement et son économie pourraient fortement pâtir d'une attaque de grande envergure contre Israël. Des diplomates arabes ont lancé des avertissements du même ordre à l'Iran, et tentent de désamorcer la situation.

Israël se dit prêt à répondre rapidement à toute offensive, voire à attaquer de façon préventive. Le Pentagone a commandé de nouveaux navires de guerre antimissiles, des unités terrestres de défense antimissile et un escadron de soldats pour le Moyen-Orient, renforçant ainsi une présence déjà caractérisée notamment par un porte-avions et d'autres navires.

Le Hezbollah et des représentants des pays arabes affirment que l'Iran et ses alliés étudient encore la possibilité qu'Israël prenne le prétexte d'une attaque orchestrée par Téhéran pour répliquer encore plus violemment, et évaluent le soutien que les Etats-Unis seraient prêts à apporter à leur allié.

Dans tout le Moyen-Orient, le spectre de la guerre suscite l'inquiétude des populations. Les habitants de Beyrouth craignent plus que jamais que les hostilités actuelles s'étendent au-delà du sud du pays, où règne un conflit frontalier depuis dix mois.

Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a déclaré cette semaine que son groupe était certain de riposter, mais en temps voulu.

« Le gouvernement, l'armée, la société, les colonies et les colons [d'Israël] attendent », a-t-il affirmé. Et d'ajouter que l'attente faisait « partie du châtiment. »

« Ces deux attaques sont contraires à toutes les règles de l'engagement, elles ont franchi une limite. Aucun pays au monde ne



SIPA PRESS

Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a déclaré que son groupe était certain de riposter, mais ce sera en temps voulu.

pourrait l'accepter », commente Ali Fadlallah.

Cependant, le Hezbollah est aussi un parti politique puissant, et doit apaiser son électorat national, fatigué de la guerre.

Lors du dernier conflit mené contre Israël, en 2006, de nombreux Libanais avaient soutenu le mouvement. Dans tout le Moyen-Orient, il a été salué comme le premier mouvement

La République islamique ne possède ni les moyens ni les renseignements nécessaires pour commettre en Israël des assassinats ciblés similaires à ceux qui ont eu lieu à Beyrouth et à Téhéran

non étatique à réussir à affronter l'Etat hébreu. Cela ne pourrait plus arriver aujourd'hui, explique Sami Nader, directeur de l'Institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth :

« La situation a radicalement changé par rapport à 2006. L'économie libanaise s'est effondrée, les économies des habitants sont parties en fumée, la monnaie a perdu 98 % de sa valeur et le chômage est au plus haut. Dans le Sud, les électeurs du Hezbollah ont déjà perdu leur maison une fois. Ils ne veulent pas que cela se reproduise. Ce n'est pas le bon moment pour faire la guerre à Israël. »

Si l'Iran a déjà accusé Israël d'assassiner des physiciens nucléaires sur son propre sol, le meurtre d'Ismaël Haniyeh à Téhéran se révèle particulièrement gênant, dans la mesure où il révèle l'incapacité du pays à assurer la protection de ses alliés les plus précieux.

« C'est l'emplacement qui est important, plus que la cible. On ne peut pas laisser une capitale aussi exposée, affirme Joseph Bahout, directeur de l'Institut Issam Fares de politiques publiques et d'affaires internationales à l'Université américaine de Beyrouth. Le pays devra réagir. »

Et pourtant, les dirigeants iraniens doivent faire face à une crise de légitimité, avec une pression grandissante de la part d'une population lassée des contraintes morales et du marasme économique prolongé.

Massoud Pezeshkian, le nouveau président, a promis de s'attaquer à ces deux problèmes, en appelant à améliorer les relations avec l'Occident et en s'entourant de personnes

connues pour apaiser les tensions. Une guerre pourrait compromettre un rapprochement avec l'Occident.

En tant que président, Massoud Pezeshkian est à la tête du Conseil suprême de la sécurité nationale, même si, en matière militaire, les principales décisions sont dominées par le Corps des gardiens de la révolution islamique et prises par le chef suprême du pays, l'ayatollah Ali Khamenei.

L'Iran a déjà affronté directement Israël cette année. En avril, un raid aérien sans doute israélien a frappé un bâtiment du consulat iranien à Damas, en Syrie, tuant seize personnes, dont huit officiers des gardiens de la révolution. Deux semaines plus tard, Téhéran a répliqué en lançant plus de 300 drones et missiles sur Israël - une démonstration de force sans précédent et le premier assaut direct de l'Iran sur l'Etat hébreu.

Mais le pays avait aussi annoncé l'attaque par les canaux diplomatiques, ce qui a permis à Israël et à une coalition dirigée par les Etats-Unis de se préparer et d'intercepter la quasi-totalité des missiles et des drones. Résultat : pas d'escalade de la violence, mais un échec pour Téhéran.

Cette fois, l'Iran réagit à une autre sorte d'attaque, avec l'assassinat du chef du Hamas sur son propre sol. Une riposte à l'identique semble peu probable, car le pays ne possède ni les moyens ni les renseignements nécessaires pour commettre en Israël des assassi-

nats ciblés similaires à ceux qui ont eu lieu à Beyrouth et à Téhéran.

Une possibilité serait que l'Iran agisse seul, comme il l'a fait en avril, au risque de représailles directes d'Israël sur le territoire iranien. Une autre possibilité serait d'orchestrer une attaque contre Israël par l'intermédiaire de groupes armés alliés au Liban, au Yémen, en Irak et en Syrie, si possible sur plusieurs fronts, même si cela rend l'opération plus complexe.

Le mois dernier, au Yémen, les Houthis ont revendiqué une attaque de drones à Tel-Aviv qui a fait un mort et plusieurs blessés - une première pour le groupe et une preuve de la situation de plus en plus complexe à laquelle l'Etat hébreu est confronté.

« Depuis le 7 octobre, le Yémen est devenu un élément central du front contre Israël, et l'attaque de drones sur Tel-Aviv a réduit la distance entre les deux pays, explique Ali al-Moharatwary, un écrivain de Beyrouth affilié au mouvement houthi. Nous ne pouvons qu'intensifier nos efforts pour soutenir le peuple palestinien. »

La guerre pourrait en outre compromettre les relations diplomatiques de Téhéran avec ses voisins arabes, qui se sont améliorées depuis quelques années. Les pays du Golfe soulignent que, pour que la région puisse connaître la paix, il est essentiel qu'Israël cesse son offensive à Gaza.

En Israël, certains, notamment au sein du gouvernement de Benjamin Netanyahu, militent pour une opération au Liban afin de repousser le Hezbollah de la frontière et permettre aux familles déplacées de rentrer chez elles. Plusieurs sondages montrent que cette position a les faveurs d'une majorité de la population. Une attaque du Hezbollah pourrait fournir à Israël un prétexte pour lancer une telle offensive.

Néanmoins, les milieux israéliens de la sécurité craignent que l'ouverture d'un nouveau front ne soit pas tenable pour Tsahal, déjà usé par les combats à Gaza et fortement tributaire de réserves fatiguées. Les stocks de munitions sont également au plus bas, selon un document judiciaire publié récemment.

Les Etats-Unis sont en alerte, mais ne pensent pas que l'Iran puisse mener une campagne contre Israël plus importante que celle d'avril, selon deux sources américaines.

L'ambassade américaine à Beyrouth, de même que les autres missions diplomatiques occidentales, n'a pas évacué son personnel.

Sune Engel Rasmussen
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Timothée Gaven)

Edited from the original



SIPA PRESS

Les Libanais, ici à l'aéroport de Beyrouth, craignent que les hostilités actuelles s'étendent au-delà du sud de leur pays, où règne un conflit frontalier depuis dix mois.

En France, la course à la rentabilité et la mise en concurrence font dérailler le train

EPISODE 4/6

Avec le changement climatique, le train redevient un objet d'intérêt après avoir été en partie négligé au profit de l'automobile et l'avion. L'occasion de s'interroger sur ce que le rail dit de notre monde et des changements qui s'y opèrent.

Claude Leblanc

LA RENTABILITÉ était à nouveau au rendez-vous pour la SNCF au premier semestre 2024. Avec un résultat net positif de 143 millions d'euros, le groupe ferroviaire français est dans le vert pour le sixième semestre consécutif depuis 2021. Si ce résultat est en soi très satisfaisant pour l'entreprise publique, il permet à ceux qui ont promu sa réforme de s'enorgueillir d'avoir réussi à créer des conditions favorables pour qu'elle fasse des profits. Il faut cependant rappeler que cette situation aujourd'hui favorable est aussi la conséquence d'investissements massifs dans la mise en place d'infrastructures indispensables au bon fonctionnement du transport ferroviaire. C'est la raison pour laquelle l'exploitation du service public ferroviaire n'a pas toujours été rentable et que la SNCF est lourdement endettée. Par ailleurs, compte tenu des nombreux défis, notamment climatiques, auxquels les chemins de fer vont devoir répondre, il est difficile d'imaginer que ceux-ci puissent maintenir une rentabilité à long terme en raison de nouveaux investissements indispensables pour y répondre.

Low cost. Si l'on ne se fixe que sur le seul critère de la rentabilité, il est clair que celle-ci est due en grande partie aux lignes à grande vitesse (LGV) et au développement d'offres permettant d'accroître le nombre de voyageurs, en particulier la gamme low cost de TGV Ouigo. Ne disposant pas de voiture-bar, avec 1288 places, celle-ci devrait être augmentée de 20% avec le TGV M (1480 places en configuration low-cost). Si l'on ajoute le fait que les TGV Ouigo sont utilisés de manière intensive - 13 heures par jour, contre, à l'origine, 8 heures par jour pour les TGV Inoui - on saisit mieux



SIPA PRESS

Le taux de remplissage des Ouigo atteint 90%.

les facteurs qui favorisent les bons résultats de la SNCF à un moment où les Français, plus conscients de la nécessité de voyager de manière durable, optent plus volontiers pour le train, en particulier si celui-ci est bon marché. Avec un taux de remplissage de 90%, le modèle Ouigo est très rentable et justifie l'objectif de la SNCF de doubler d'ici à 2030 le nombre de clients pour arriver à 50 millions.

Reste à savoir si l'on doit s'en satisfaire et accepter l'idée que la rentabilité doit être le seul critère auquel doit se tenir l'entreprise de transport ferroviaire. Vu de Paris et des métropoles, il est fort probable qu'on se range derrière cette vision dans la mesure où ces centres urbains ont un accès aux LGV. Mais ailleurs, c'est-à-dire dans la majeure partie du terri-

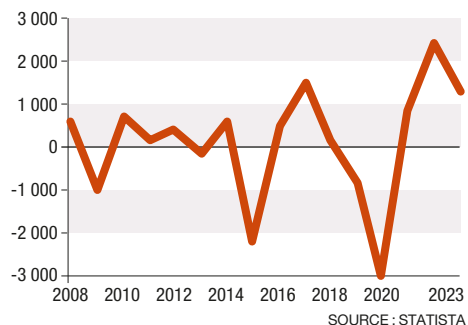
toire, le regard est bien différent puisque le rail a reculé et aurait même pu reculer encore davantage si le Premier ministre Edouard Philippe avait soutenu les préconisations du rapport remis, en février 2018, par l'ancien PDG d'Air France, Jean-Cyril Spinetta.

Railcoop. Celui-ci était favorable à « une segmentation du réseau reflétant l'utilité de l'infrastructure, les enjeux de performance et les besoins d'investissement » et invitait SNCF Réseau à « fermer la ligne si le maintien des circulations sur une ligne n'est pas possible sans investissement, et que cet investissement n'est pas justifié d'un point de vue socio-économique ». Autrement dit, la mort du « petit » train, déjà mal en point, était programmée, mais l'ancien chef du gouvernement a répondu qu'on « ne décide pas la fermeture de 9 000 kilomètres de lignes depuis Paris sur des critères administratifs et comptables ».

Cela met en avant une nouvelle fois l'épineuse question de la rentabilité dans la mesure où il est bien sûr impossible de la garantir aujourd'hui sur des lignes secondaires, y compris en permettant la mise en place d'une concurrence. L'échec récent de Railcoop, dont la liquidation judiciaire a été actée le 27 mars, en est l'illustration. Lancée en 2019, la coopérative avait comme projet initial de créer une liaison ferroviaire entre Bordeaux et Lyon, sans pas-

La SNCF retrouve le sourire

Evolution du résultat net de la SNCF (en millions d'euros)



ser par Paris, pour un prix modique. Si elle est parvenue à lever 8,5 millions d'euros auprès de 14 000 sociétaires et 36 collectivités, elle s'est heurtée à la dure réalité ferroviaire. Autrement dit, elle n'a pas levé assez de fonds pour envisager de faire rouler un train. Et elle a aussi dû faire face à la difficulté d'accès au réseau avec un interlocuteur, SNCF Réseau, pas toujours bien disposé à son encontre et à des projets alternatifs.

Frustrations. Même si elle est désormais inscrite dans les textes, la concurrence ne semble pas être l'alpha et l'omega pour assurer un service public de transport, en particulier au niveau des petites lignes non rentables. Car l'essentiel de la compétition se concentre sur les LGV et est assuré par des entreprises historiques comparables à la SNCF : l'Italien Trenitalia et l'Espagnol Renfe. Le transporteur français fait la même chose de son côté en Espagne et en Italie. Chacune d'entre elles dépense sans compter pour s'imposer, mais pour l'instant sans succès. Trenitalia France a enregistré une perte de 34,5 millions d'euros pour sa première année d'exploitation complète en 2022, pour un chiffre d'affaires de 37 millions bien qu'elle ait transporté plus de deux millions de voyageurs depuis l'entrée en service de ses trains entre Paris et Lyon, et Milan, fin 2021.

Quelles leçons doit-on en tirer ? La réponse est éminemment politique et stratégique. Elle est politique parce que le seul critère de la rentabilité ne permet pas de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population et de tous les territoires alors qu'élection après élection, crise après crise, la France en dehors des métropoles manifeste ses frustrations. Elle est stratégique dans la mesure où le changement climatique nous impose de changer de mode de mobilité et de favoriser notamment le train moins polluant que les autres moyens de transport. Jusqu'à présent, aucun homme politique n'a cherché à répondre au nom de la rentabilité.

@Japonline X

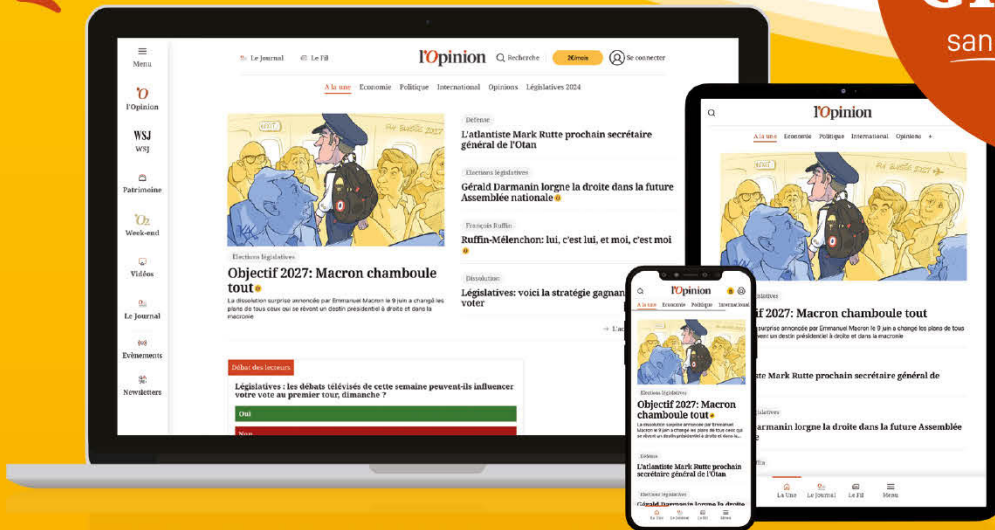
Visionnaires irlandais

Le ministère des transports irlandais et le ministère des infrastructures d'Irlande du Nord ont publié, le 31 juillet, un rapport présentant la vision stratégique du développement ferroviaire sur l'ensemble du territoire irlandais au cours des prochaines décennies. Y figurent 32 recommandations stratégiques visant à améliorer et à développer le système ferroviaire d'ici à 2050. Elles ont pour but de transformer la qualité du système ferroviaire grâce à l'augmentation de la capacité des voies, à l'électrification, à l'augmentation de la vitesse et à l'augmentation de la fréquence des services. Cela implique la construction de nouvelles lignes ferroviaires afin d'améliorer l'accessibilité et la connectivité.

l'Opinion
Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

**1 mois
GRATUIT**
sans carte bancaire

Restez informé
tout l'été avec
l'Opinion !



FLASHEZ POUR
EN PROFITER !



Offre valable jusqu'au 31/08/24, réservée aux non abonnés print et numérique. Abonnement 100% numérique : 1 mois gratuit, sans engagement et sans carte bancaire, au lieu de 15,90€/mois TTC. Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.

Le choix du mode de scrutin est toujours une affaire de calcul

EPISODE 16/23

Le journaliste François Bazin, auteur de livres politiques à succès, et l'historien Jean Lebrun, ancien producteur sur France Inter de « La marche de l'histoire », décryptent la politique française post-dissolution à l'aune de précédents historiques.

François Bazin

A LA LIBÉRATION, de Gaulle a voulu que les députés soient élus à la proportionnelle. A son retour au pouvoir, en 1958, il a rétabli, sans sourciller, le scrutin majoritaire à deux tours. Le Général n'avait aucune religion en la matière.

Plus encore qu'à l'accoutumée, il jugeait en opportunité. Au sortir de la guerre, la gauche socialiste et communiste était unie et si le scrutin avait été majoritaire, elle aurait tout emporté. Au début de la V^e République, elle était divisée et ce même scrutin majoritaire assurait sa défaite. Rien de plus simple à comprendre !

Le débat qu'on sent monter depuis peu autour de la proportionnelle montre que sur la question des modes de scrutin, les calculs qui étaient ceux de de Gaulle perdurent à leur façon. Les vérités d'hier ne sont pas celle d'aujourd'hui. Les arguments qui plaident pour tel ou tel mode de scrutin se retournent comme un gant en fonction du contexte politique et du rapport de force entre les différents partis.

La proportionnelle, disent ceux qui la chérissent depuis peu, est une école du compromis qui fait tant défaut à ceux qui entendent gouverner. Et puis, expliquent les mêmes, un ton en dessous, c'est aussi l'assurance que le Rassemblement national, en progrès constant, n'aura jamais la majorité à lui seul dans une future Assemblée.

Cynisme. La proportionnelle contre l'extrême droite ? L'argument peut surprendre. En 1984 en effet, lorsque François Mitterrand choisit ce même mode de scrutin pour les élections législatives prévues deux ans plus tard, il fut immédiatement accusé d'avoir

agi par pur cynisme. En assurant à Jean-Marie Le Pen une représentation parlementaire conséquente, ne cherchait-il pas à freiner l'élan d'une droite républicaine désormais concurrencée par un parti avec lequel elle jurait de ne jamais s'entendre ?

Cette accusation avait trouvé à l'époque un écho d'autant plus fort qu'elle avait été lancée par un homme, Michel Rocard, qui occupait une place éminente dans le dispositif de la gauche et qui, pour donner, à sa protestation, une force décuplée, avait choisi rien de moins que de démissionner avec fracas du gouvernement dirigé par Laurent Fabius où il détenait le portefeuille de l'Agriculture.

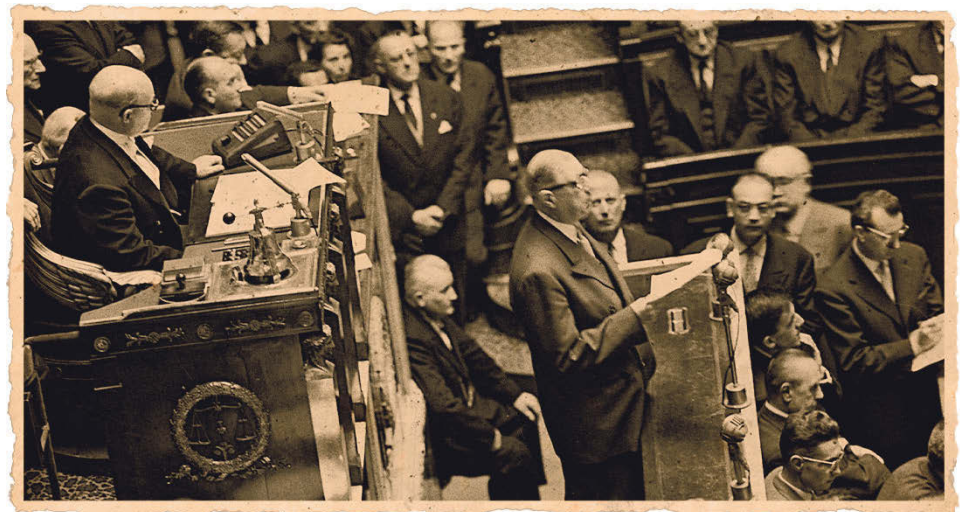
Cet épisode du premier septennat mitterrandiste est aujourd'hui oublié. Il avait fait en avril 1984 les gros titres de la presse. Il est vrai que Rocard, héros de la seconde gauche, éternel rival de Mitterrand dont il ne désespérait pas de prendre un jour la succession à l'Elysée, avait, quoi qu'il prétende, un sens inné du spectacle qui, à cette occasion, s'est retourné contre lui, mais qui lui aura quand même permis de mieux se faire entendre.

Jamais, en effet, démission d'un ministre n'eut un tour plus baroque. « La fuite à Varennes » - puisque telle est l'adresse du ministère de l'Agriculture - eut lieu nuitamment, à l'aube du 25 avril 1984, après que l'épouse de Michel Rocard eut dicté à l'AFP le communiqué de sa démission.

Depuis la veille au soir, le ministre avait désespérément cherché à joindre le Président peu disposé à lui accorder la faveur d'un bref entretien, fût-il téléphonique. Ce coup du mépris était à la mesure de l'enjeu. Dans le choix d'un mode de scrutin, le temps ne fait rien à l'affaire : c'est toujours le calcul qui domine.

**Prochain épisode
La Cène sur la Seine**

Introduire « une part de proportionnelle » aux élections législatives « serait bon pour la démocratie »
Emmanuel Macron, dans un entretien accordé à La Provence et à La Tribune Dimanche, publié le 4 mai dernier



SIPA PRESS/MONTAGE L'OPINION

Le général de Gaulle devient président du Conseil et reçoit les pleins pouvoirs en juin 1958.

Mots de France. Ambiguïté stratégique

JUSQU'À UN PROCHE PASSÉ, il fallait être géopoliticien ou militaire, option nucléaire, pour comprendre ce terme : laisser son adversaire dans l'incertitude de ses véritables intentions. Le 26 février, lors d'une conférence de presse, Emmanuel Macron popularise le concept : « J'assume une ambiguïté

stratégique », dit-il à propos de l'envoi de troupes au sol en Ukraine. Transposée en terre française, l'expression devient une manière commode d'habiller le flou avec élégance. Politiques et journalistes s'en servent pour décrire un entre-deux. Quand Gérard Larcher dit publiquement, le 5 juin, qu'il ne sera pas le Pre-

mier ministre d'Emmanuel Macron, on peut lire que le président du Sénat a mis fin à une ambiguïté stratégique. L'ambiguïté peut être constructive, quand elle permet de nouer une coalition, sans trop d'exigences sur le quoi et le avec qui.

Corinne Lhaïk
@Lhaïk

#Balance ton sport

Quand la politique mouille le maillot en Une de l'Opinion. Rétrospective.

Décembre 2021.

Alors qu'une nouvelle vague de Covid monte, l'ensemble des professionnels de santé restent mobilisés.



KAK

Histoire des punchlines libérales Benjamin Constant, le bonheur et l'Etat

La série de Bernard Quiriny



Et si on rouvrait nos classiques ? L'Opinion vous propose cet été vingt-trois citations clefs de la littérature libérale, pour briller en société et mieux comprendre le libéralisme. **Episode 16**

Que l'Etat fixe des limites aux conduites individuelles afin de maintenir l'ordre, nul n'y trouve à redire. Qu'il assigne à chacun sa tâche dans la sphère productive, comme le réclame le socialisme en promouvant la propriété collective des moyens de production, c'est plus contestable. Qu'il explique à chacun que faire pour mener une vie heureuse ou assurer le salut de son âme, personne ne l'acceptera, surtout pas les libéraux.

« Prions l'autorité de rester dans ses limites. Qu'elle se borne à être juste. Nous nous chargerons d'être heureux », écrit Benjamin Constant en 1819. C'était déjà la position de Kant, farouche adversaire du paternalisme d'Etat. « Un gouvernement paternel, où les sujets sont réduits à un rôle purement passif, forcés d'attendre de leur souverain qu'il veuille bien s'occuper de leur bonheur, est le plus grand despotisme que l'on puisse concevoir. »

A l'échelle des siècles, c'est pourtant bien ce genre de despotisme qui a régné partout, les pouvoirs n'ayant eu de cesse d'expliquer aux peuples comment vivre, quel Dieu prier, avec qui coucher. N'est-ce pas le cas encore de nos jours, sur de nombreux points du globe ?

La nouveauté de la pensée libérale, c'est de ne fournir aucune conception de la vie bonne, et de laisser chacun se confronter au problème des fins dernières et des valeurs. « L'un des objectifs du libéral est de laisser l'individu se débrouiller avec les problèmes éthiques », résume Milton Friedman. Son fils David renchérit : « Chacun a le droit de mener sa propre vie - d'aller au diable à sa façon. »

« Harm principle ». Cela ne veut pas dire que les libéraux soient indifférents à l'éthique, ou à la religion. Simplement, ils déniaient à l'Etat toute compétence pour s'occuper de ces sujets. « C'est en confondant le but de la législation et celui de la morale, qu'on a donné à la législation l'extension qui est devenue si funeste », écrit Constant.

Admirons à ce propos la précision de la Déclaration d'indépendance américaine, qui reconnaît à l'homme le droit non au bonheur, mais à la recherche du bonheur, signe que l'Etat n'en détient pas la formule !

Comment tracer cependant la limite entre ce qui relève de l'Etat, et ce qui relève des choix privés ? La méthode libérale est fournie par John Stuart Mill dans *De la liberté*, en 1859 : « La seule raison légitime que puisse avoir une communauté pour user de force contre un de ses membres, écrit-il, c'est de l'empêcher de nuire aux autres. La seule partie de la conduite de l'individu pour laquelle il soit justiciable de la société, est ce qui concerne les autres. »

C'est le « harm principle », ou « principe de non-nuisance ». Un distinguo délicat à appliquer. La plupart de nos actes ayant un impact négatif sur les autres, mais qui continue de fournir aux libéraux leur boussole.